

DÉPARTEMENT de la GIRONDE
ARRONDISSEMENT de BORDEAUX
Commune de LORMONT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT
du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance ordinaire du VENDREDI 26 MARS 2021

L'an **deux mille vingt et un**, le **vendredi vingt-six mars**, à dix-huit heures,

Le conseil municipal de la commune de LORMONT, convoqué par le maire, s'est
assemblé au Pôle Brassens-Camus sous la présidence de Monsieur Jean TOUZEAU.

Présent-es :

Jean **TOUZEAU**, Philippe **QUERTINMONT**, Grégoric **FAUCON**, Stéphane **PÉRÈS DIT PEREY**, Josette **BELLOQ**, Jean-Noël **GOETZ**, Marielle **DESCOUBES SIBRAC**, Jeoffrey **RUIZ**, Maférima **DIAGNE**, Sylvie **JUQUIN**, Jean-Claude **FEUGAS**, Vincent **COSTE**, Keziban **YILDIZ**, Eric **LEROY**, Karima **TAJRI**, Tayeb **BARAS**, Maria Del Pilar **RAMIREZ**, Olivier **MARTIN**, Valdemar **CAMARINHA FÉLIX**, Maud **LEBLOIS**, Marouane **ACHRIT**, Céline **BOUTE**, Nicolas **LE BIGOT**, Julie **RECHAGNEUX**, Serge **BLÜGE**, Richard **UNREIN**, Mathieu **BORDENAVE**, Stéphanie **HARTUNG**, Mónica **CASANOVA**.

Absent-es excusé-es ayant donné procuration :

Yasmina **BOULTAM** (procuration Jean **TOUZEAU**), Jannick **MORA** (procuration Josette **BELLOQ**), Claude **DAMBRINE** (procuration Stéphane **PÉRÈS DIT PEREY**), Marie-José **SALLABER** (procuration Sylvie **JUQUIN**), Gemma **DUFFAU** (procuration Jeoffrey **RUIZ**), Levent **OZKAN** (procuration Vincent **COSTE**).

Conseillers en exercice : 35

Nombre de présents : 29

Nombre de votants : 35

N° 2021/26.03/12

RESSOURCES HUMAINES
FORFAIT MOBILITÉS DURABLES : MISE EN PLACE - DÉCISION

Monsieur CAMARINHA FÉLIX Valdemar est désigné en qualité de secrétaire de séance.

Jean TOUZEAU, maire, explique aux membres de l'assemblée délibérante que :

Suite à la parution du décret du 9 décembre 2020 pris en application de la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019, la commune peut désormais décider, tout comme dans le secteur privé, de mettre en place le forfait « mobilités durables » pour les agents de la collectivité.

L'objectif étant de les encourager à recourir davantage aux modes de transport alternatifs et durables dans le cadre de leur déplacement domicile-travail.

Le forfait mobilités durables consiste à rembourser tout ou partie des frais engagés par un agent au titre de ses déplacements réalisés entre sa résidence habituelle et son lieu de travail :

- * soit avec son cycle ou cycle à pédalage assisté,
- * soit en tant que conducteur ou passager en covoiturage.

Par exception, un agent ne peut pas y prétendre :

- * s'il bénéficie déjà d'un logement de fonction, d'un véhicule de fonction, d'un transport collectif gratuit entre son domicile et son lieu de travail,
- * ou encore s'il est transporté gratuitement par son employeur.

Le montant du forfait est de 200 € par an pour l'utilisation d'au moins 100 jours au cours de l'année civile de l'un des 2 moyens de transports mentionnés (seuil des 100 jours à moduler selon la quotité de temps de travail de l'agent).

Le montant du forfait et le nombre minimal de jours peuvent être modulés à proportion de la durée de présence de l'agent dans l'année au sein de la collectivité.

Pour pouvoir en bénéficier, l'agent doit déposer une déclaration sur l'honneur d'utilisation de l'un ou des moyens de transports au plus tard le 31 décembre de l'année au titre duquel le forfait est versé. Cette déclaration peut faire l'objet de contrôles de la part de l'employeur.

Le versement de ce forfait mobilités durables s'effectue l'année suivant celle du dépôt de la déclaration sur l'honneur. Il est exclusif du versement mensuel de remboursement des frais de transports publics ou d'abonnement à un service public de location de vélos prévus par le décret N° 2010-676 du 21 juin 2010.

Le comité technique du 9 mars 2021 a émis un avis favorable.

Ce dossier a été examiné par la commission affaires générales du 25 mars 2021.

Ceci étant exposé, il est donc demandé à l'assemblée délibérante d'adopter les termes de la délibération suivante :

La Ville de Lormont,

Vu le code du travail, notamment ses articles L3261-1 et L3261-3-1 ;

Vu la loi N° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi N° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi N° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, et notamment son article 26 ;

Vu le décret N° 2010-676 du 21 juin 2010 modifié instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail ;

Vu le décret N° 2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique territoriale ;

Vu l'arrêté du 9 mai 2020 pris pour l'application du décret N° 2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique de l'État ;

Vu l'avis du comité technique du 9 Mars 2021 ;

Entendu le rapport de présentation,

Considérant qu'il y a lieu d'encourager le recours pour les personnels municipaux à des modes de transports alternatifs et durables ;

DÉCIDE

Article 1 :

d'instaurer, à compter du 1^{er} avril 2021, le forfait mobilités durables au bénéfice des agents de la collectivité remplissant les conditions d'attribution, selon les modalités sus-mentionnées.

Article 2 :

d'inscrire au budget les crédits correspondants.

VOTE :

POUR :

- 29 – Groupe majoritaire « Nous, Lormont »,
- 3 – Groupe « Lormont, Ville Française »,
- 2 - Groupe « Naturellement Lormont »,
- 1 - Groupe « Nouveau Parti Anticapitaliste ».

Le maire, Jean TOUZEAU :

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*

** informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

FAIT A LORMONT, le 29 mars 2021

pour extrait certifié conforme au registre des délibérations,

**Le maire,
Jean TOUZEAU**